

N° 21-006-X au catalogue
ISSN 1481-0972
ISBN 978-0-660-74665-4

Bulletin d'analyse - Régions rurales et petites villes du Canada

Les perspectives des entreprises rurales, quatrième trimestre de 2024



par Jacqueline Ha

Date de diffusion : le 13 janvier 2025



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de l'Industrie, 2025

L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Les perspectives des entreprises rurales, quatrième trimestre de 2024

par **Jacqueline Ha**

En octobre 2024, l'Indice des prix à la consommation s'est accru de 2,0 % d'une année à l'autre¹. Les prix des produits fabriqués au Canada ont augmenté de 1,1 % par rapport à l'année précédente, tandis que le coût des matières brutes achetées a diminué de 2,8 % au cours de la même période². Les salaires horaires moyens ont connu une hausse notable de 4,9 % d'une année à l'autre³, ce qui indique des pressions à la hausse sur les coûts de la main-d'œuvre.

Dans les régions rurales et petites villes (RRPV)⁴, le nombre d'emplois — selon les données non désaisonnalisées — a augmenté de 14 500 (+0,5 %) en octobre 2024 par rapport au mois précédent, alors que le taux de chômage est demeuré stable et s'est chiffré à 4,2 %⁵.

C'est dans ce contexte que les entreprises dans les RRPV et les régions urbaines fonctionnelles se sont heurtées à un éventail de difficultés économiques au quatrième trimestre de 2024, notamment l'augmentation du coût des intrants, les pénuries de main-d'œuvre et l'alourdissement du fardeau de la dette. Ces pressions ont créé un environnement économique complexe qui a façonné les perspectives des entreprises, surtout en ce qui concerne les obstacles liés à la main-d'œuvre et aux coûts.

La présente analyse, fondée sur les résultats de l'[Enquête canadienne sur la situation des entreprises](#), montre les conditions d'exploitation actuelles des entreprises⁶ et leurs attentes concernant l'avenir. Nous présentons ici les résultats tirés de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises, quatrième trimestre de 2024, menée du 1^{er} octobre au 4 novembre 2024, en mettant un accent particulier sur les entreprises dans les RRPV.

Principaux points saillants

- Les entreprises dans les RRPV considèrent comme d'importants obstacles à leurs activités les défis liés aux coûts que posent notamment l'inflation, l'augmentation du coût des intrants, les coûts d'assurance, ainsi que les taux d'intérêt et les coûts liés à la dette.
- Au cours de la dernière année, de nombreuses entreprises dans les RRPV ont dit que les taux d'intérêt avaient eu une incidence moyenne ou élevée, en particulier sur leur dette existante et leurs intentions d'emprunter. L'incertitude quant aux ventes projetées et les taux d'intérêt défavorables sont des raisons invoquées pour ne pas encourir de nouvelles dettes.
- Les entreprises dans les RRPV s'attendent à court terme à des difficultés à recruter des employés qualifiés, à composer avec les pénuries de main-d'œuvre et à maintenir le personnel en poste. Au cours de la prochaine année, elles prévoient des rajustements salariaux, notamment des augmentations attribuables à l'inflation et à la nécessité de maintenir en poste les talents.
- Malgré divers défis qui les attendent, la majorité des entreprises dans les RRPV demeurent optimistes quant à leurs perspectives au cours des 12 prochains mois.

1. Statistique Canada. (2024). [Le Quotidien — Indice des prix à la consommation, octobre 2024](#).

2. Statistique Canada. (2024). [Le Quotidien — Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, octobre 2024](#).

3. Statistique Canada. (2024). [Le Quotidien — Enquête sur la population active, octobre 2024](#).

4. Selon la Classification géographique type 2021 de Statistique Canada, les entreprises situées dans les régions métropolitaines de recensement ou les agglomérations de recensement sont classées comme faisant partie de régions urbaines fonctionnelles, tandis que toutes les autres sont catégorisées comme faisant partie de régions rurales et petites villes. Voir la [Classification géographique type \(CGT\) 2021 — Volume I. La classification](#).

5. Statistique Canada. (2024). [Emploi et taux de chômage, données mensuelles non désaisonnalisées](#).

6. La population cible de l'[Enquête canadienne sur la situation des entreprises](#) correspond à tous les établissements commerciaux actifs figurant dans le Registre des entreprises, qui ont une adresse au Canada et qui ont des employés.

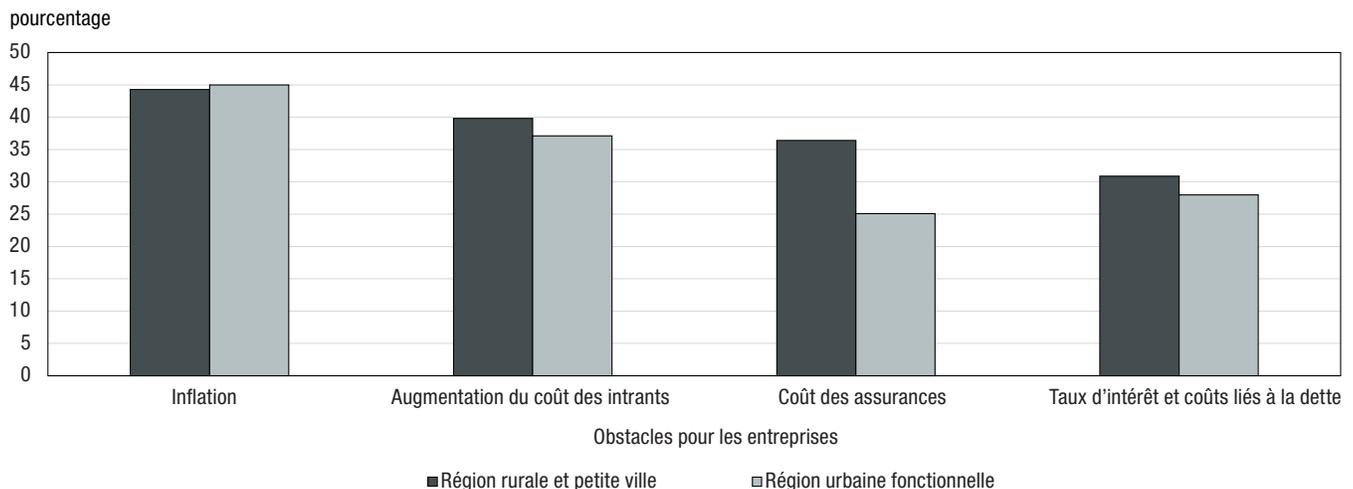
Les obstacles liés aux coûts posent des défis aux entreprises dans les régions rurales et petites villes

Au quatrième trimestre de 2024, ce sont les obstacles liés aux coûts⁷ que redoutaient le plus les entreprises dans les RRPV (66,7 %) et les régions urbaines fonctionnelles (65,4 %), qui s’attendaient à ce que l’inflation et l’augmentation du coût des intrants exercent des pressions sur leurs activités. En particulier, l’inflation était l’obstacle à court terme⁸ le plus souvent évoqué par les entreprises dans les RRPV (44,3 %), suivie de l’augmentation du coût des intrants (p. ex. main-d’œuvre, capital, énergie et matières brutes) (39,8 %), du coût des assurances (36,4 %) ainsi que des taux d’intérêt et des coûts liés à la dette (30,9 %).

Les entreprises urbaines ont également déclaré que l’inflation (45,0 %) et l’augmentation du coût des intrants (37,1 %) constituaient leurs principales préoccupations au cours des trois prochains mois. Toutefois, pour ces entreprises, la hausse des coûts de l’immobilier, de la location ou de l’impôt foncier (28,0 %), les taux d’intérêt et les coûts liés à la dette (28,0 %) et le recrutement d’employés qualifiés (28,0 %) pesaient également lourd en tant que défis à court terme.

Graphique 1

Les quatre principaux obstacles pour les entreprises au cours des trois prochains mois, selon que les entreprises se situent dans une région rurale et petite ville ou dans une région urbaine fonctionnelle



Note : Les chiffres pour les entreprises situées dans les régions urbaines fonctionnelles sont présentés aux fins de comparaison seulement. Pour ces entreprises, les principaux obstacles sont différents de ceux des entreprises dans les régions rurales et petites villes. Les principaux obstacles pour les entreprises urbaines comprenaient l’inflation (45,0 %), l’augmentation du coût des intrants (37,1 %), les taux d’intérêt et les coûts liés à la dette (28,0 %), la hausse des coûts de l’immobilier, de la location ou de l’impôt foncier (28,0 %) et le recrutement d’employés qualifiés (28,0 %).

Source : Enquête canadienne sur la situation des entreprises, quatrième trimestre de 2024.

Au quatrième trimestre de 2024, les entreprises dans les RRPV et les entreprises urbaines s’attendaient à des variations notables sur le plan des prix, de la rentabilité et des dépenses, en raison de l’accroissement des coûts et des défis opérationnels. Près de 1 entreprise dans les RRPV sur 5 (19,9 %) s’attendaient à augmenter les prix de ses biens et services au cours des trois prochains mois, tout comme une proportion semblable d’entreprises urbaines (19,2 %).

Un peu plus du cinquième (21,8 %) des entreprises dans les RRPV s’attendaient à ce que leur revenu d’exploitation diminue, alors que 33,7 % prévoyaient une hausse de leurs dépenses d’exploitation. Ces pressions financières se reflétaient également dans les attentes de plus du quart (27,4 %) des entreprises dans les RRPV, qui prévoyaient une baisse de leur rentabilité, ainsi qu’une diminution de leurs réserves de liquidité (27,8 %). Les entreprises

7. Les obstacles liés aux coûts comprennent l’inflation, le coût des intrants, les taux d’intérêt et les coûts liés à la dette, le coût des assurances, les coûts de l’immobilier, de la location ou de l’impôt foncier, de même que les coûts liés au transport.

8. Lorsque les répondants devaient répondre à des questions sur leurs attentes pour les trois prochains mois (période dite « à court terme »), cette période de trois mois pouvait s’étendre du 1^{er} octobre 2024 au 4 février 2025, selon le moment où les entreprises ont répondu à l’enquête. Pour les questions portant sur les attentes pour les 12 prochains mois, cette période pouvait aller du 1^{er} octobre 2024 au 4 novembre 2025.

urbaines ont fait état de pressions comparables, comme en témoigne le fait que 22,6 % prévoient une baisse de leur revenu d'exploitation et que 36,8 % s'attendaient à une hausse de leurs dépenses d'exploitation. Le tiers (33,0 %) des entreprises urbaines prévoient également une diminution de leurs marges bénéficiaires, ce qui met en évidence des difficultés financières communes à toutes les régions.

Les entreprises dans les RRPV et les entreprises urbaines s'attendaient à ce que leur principale préoccupation au quatrième trimestre de 2024 soit l'augmentation du coût des intrants, tels que la main-d'œuvre et les matières brutes. Parmi les entreprises dans les RRPV, 57,7 % ont dit que l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre constituait un important obstacle, comparativement à 65,3 % des entreprises urbaines. En revanche, les entreprises dans les RRPV ont fait état de plus grandes difficultés liées à l'augmentation du coût des matières brutes. En effet, près de la moitié (48,9 %) d'entre elles ont mentionné qu'il s'agissait d'une préoccupation de premier plan, comparativement à 39,5 % des entreprises urbaines.

Au quatrième trimestre de 2024, 11,7 % des entreprises dans les RRPV et 12,4 % des entreprises urbaines s'attendaient à des obstacles liés à la chaîne d'approvisionnement⁹ au cours des trois prochains mois. Parmi ces entreprises, la majorité des entreprises dans les RRPV (66,5 %) et des entreprises urbaines (64,2 %) s'attendaient à ce que les défis liés à la chaîne d'approvisionnement restent à peu près les mêmes au cours de cette période, tandis que plus du quart des entreprises dans les RRPV (25,6 %) et des entreprises urbaines (28,3 %) disaient que ces défis risquaient de s'aggraver à court terme. Parmi les entreprises dans les RRPV qui avaient du mal à maintenir les niveaux des stocks, 25,9 % s'attendaient à ce que les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement persistent au cours des 12 prochains mois ou plus. Parmi les entreprises dans les RRPV qui exportaient ou importaient des biens et des services, 27,8 % s'attendaient à des perturbations commerciales causées par des événements internationaux au cours des 12 prochains mois. Les entreprises urbaines ont fait état de préoccupations semblables, comme le démontre le fait que près du quart (23,5 %) d'entre elles s'attendaient à des perturbations commerciales attribuables à des événements mondiaux.

Les entreprises dans les régions rurales et petites villes ressentent les effets des taux d'intérêt

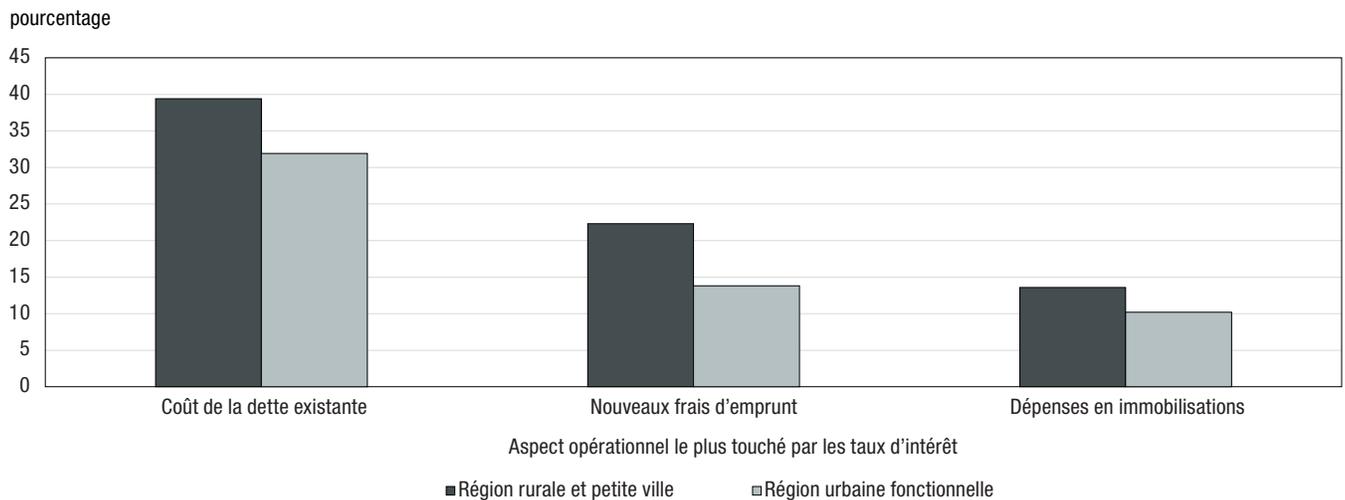
Alors que la plupart des entreprises dans les RRPV (73,9 %) ont dit avoir suffisamment d'argent ou de liquidités pour poursuivre leurs activités à court terme, 47,6 % ont déclaré que les taux d'intérêt avaient eu une incidence moyenne ou élevée sur elles au cours de la dernière année, en particulier celles des secteurs du commerce de gros (68,0 %), de la finance et des assurances (67,0 %) et du commerce de détail (64,2 %). Près de la moitié (48,2 %) des entreprises urbaines ont déclaré que les taux d'intérêt avaient eu un niveau d'incidence moyen ou élevé, les plus touchées étant celles du secteur des services immobiliers et des services de location et de location à bail (60,2 %) et celles du secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (56,9 %).

Parmi les entreprises dans les RRPV touchées par les taux d'intérêt, près des deux cinquièmes (39,4 %) ont dit que le coût de la dette existante et, dans une moindre mesure, les nouveaux frais d'emprunt (22,3 %) étaient les aspects les plus touchés de leurs activités. Dans les régions urbaines fonctionnelles, le coût de la dette existante (31,9 %) et les ventes de produits et services (19,6 %) étaient les éléments opérationnels les plus influencés par les taux d'intérêt.

9. Les entreprises qui s'attendent à des obstacles liés à la chaîne d'approvisionnement comprennent celles qui s'attendent à au moins un des obstacles suivants : de la difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures provenant du Canada, de la difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures de l'étranger, ou de la difficulté à maintenir les niveaux des stocks.

Graphique 2

Aspect opérationnel le plus touché par les taux d'intérêt, selon que les entreprises se situent dans une région rurale et petite ville ou dans une région urbaine fonctionnelle



Note : Les chiffres pour les entreprises situées dans les régions urbaines fonctionnelles sont présentés aux fins de comparaison seulement. Pour ces entreprises, les éléments opérationnels les plus touchés par les taux d'intérêt sont différents de ceux des entreprises dans les régions rurales et petites villes. Les principaux facteurs opérationnels influencés par les taux d'intérêt chez les entreprises urbaines comprenaient le coût de la dette existante (31,9 %), les ventes de produits et services offerts par l'entreprise (19,6 %) et les nouveaux frais d'emprunt (13,8 %).
Source : Enquête canadienne sur la situation des entreprises, quatrième trimestre de 2024.

La gestion de la dette fait ressortir davantage les difficultés communes aux entreprises dans les RRPV et aux entreprises urbaines. La majorité des entreprises dans les RRPV (73,5 %) et des entreprises urbaines (72,5 %) n'avaient pas l'intention de contracter de nouvelles dettes à court terme. Parmi les entreprises qui n'avaient pas l'intention d'emprunter, 22,4 % des entreprises dans les RRPV et 23,7 % des entreprises urbaines n'avaient pas la capacité de s'endetter davantage. Les entreprises dans les RRPV et les entreprises urbaines ont mentionné comme principaux obstacles le manque de confiance ou l'incertitude quant aux ventes futures (51,1 % et 44,2 %, respectivement) et les taux d'intérêt défavorables (41,3 % et 39,6 %, respectivement).

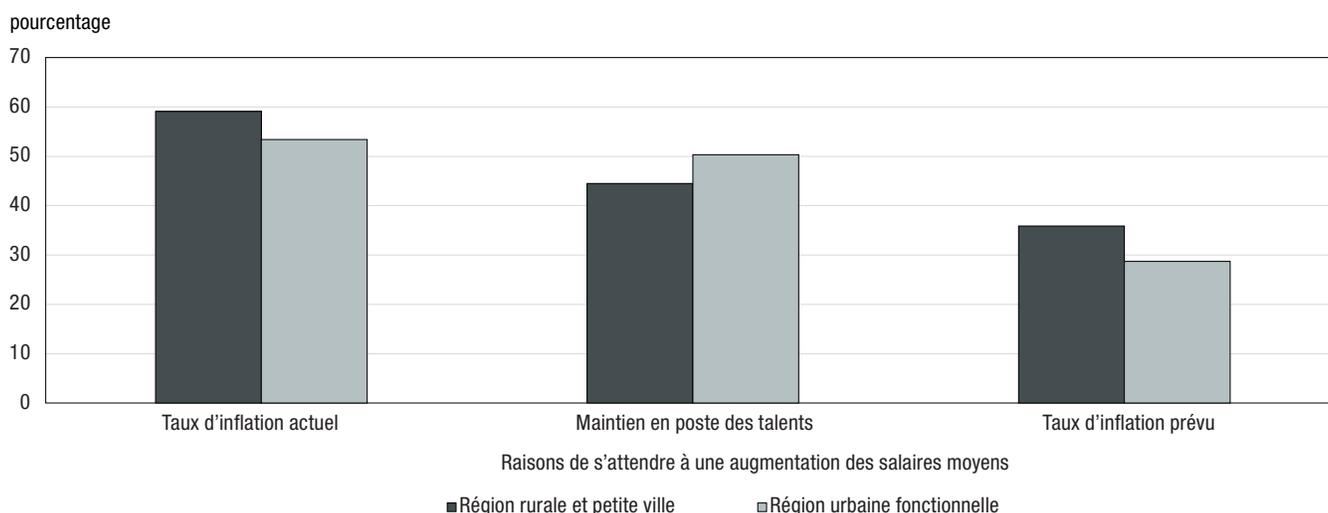
Les obstacles liés à la main-d'œuvre posent des défis aux entreprises dans les régions rurales et petites villes

Au quatrième trimestre de 2024, les entreprises dans les RRPV et les entreprises urbaines s'attendaient à ce que les obstacles liés à la main-d'œuvre¹⁰ constituent l'une de leurs principales préoccupations à court terme. Alors que la majorité des deux groupes s'attendaient à ce que le nombre d'employés et de postes vacants au sein de leur entreprise reste stable, plus des deux cinquièmes (42,0 %) des entreprises dans les RRPV et plus du tiers (36,3 %) des entreprises urbaines prévoyaient des difficultés liées à la main-d'œuvre au cours des trois prochains mois. Parmi les entreprises dans les RRPV, 29,8 % s'attendaient à des difficultés de recrutement, 24,2 %, ont fait état de pénuries de main-d'œuvre et 20,3 %, ont souligné que le maintien en poste des employés était une source de préoccupation. De même, 28,0 % des entreprises urbaines s'attendaient à des difficultés de recrutement, 18,0 % prévoyaient des pénuries de main-d'œuvre et 19,1 % ont signalé que le maintien en poste des employés constituait un obstacle.

10. Les obstacles liés à la main-d'œuvre comprennent les problèmes de recrutement et de maintien en poste d'employés qualifiés ainsi que la pénurie de main-d'œuvre.

Graphique 3

Les trois principales raisons de s'attendre à une augmentation des salaires moyens au cours des 12 prochains mois, selon que les entreprises se situent dans une région rurale et petite ville ou dans une région urbaine fonctionnelle



Note : Les chiffres pour les entreprises situées dans les régions urbaines fonctionnelles sont présentés aux fins de comparaison seulement.

Source : Enquête canadienne sur la situation des entreprises, quatrième trimestre de 2024.

Les plans de rajustement salarial révèlent également des parallèles entre les RRPV et les régions urbaines fonctionnelles. Une proportion semblable d'entreprises dans les RRPV (42,5 %) et d'entreprises urbaines (42,6 %) prévoyaient une augmentation des salaires moyens au cours de la prochaine année, parmi lesquelles la majorité des entreprises dans les RRPV (59,7 %) et des entreprises urbaines (57,1 %) s'attendaient à ce que le taux d'augmentation salariale corresponde à celui de l'année dernière. Chez les entreprises dans les RRPV qui s'attendaient à augmenter leurs salaires moyens au cours des 12 prochains mois, le taux d'inflation actuel (59,1 %) et la nécessité de maintenir en poste les talents (44,5 %) étaient les principaux facteurs expliquant ces augmentations salariales prévues. Comparativement aux entreprises dans les RRPV, les entreprises urbaines étaient proportionnellement plus nombreuses à attribuer l'augmentation des salaires moyens aux pressions pour maintenir en poste les talents (50,3 %), bien que la plupart des entreprises urbaines aient dit que le taux d'inflation actuel (53,4 %) était le principal facteur influençant ces rajustements.

Les entreprises dans les régions rurales et petites villes sont optimistes quant à leurs perspectives

Dans l'ensemble, 75,3 % des entreprises dans les RRPV sont plutôt ou très optimistes quant à leurs perspectives pour les 12 prochains mois. Les entreprises dans les RRPV qui appartiennent au secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (92,2 %) étaient parmi les plus optimistes, tandis que celles des secteurs du commerce de détail (27,4 %) et de la construction (22,3 %) étaient les moins susceptibles d'en dire autant.

De même, 70,8 % des entreprises urbaines se disent optimistes quant à leur avenir. Les niveaux d'optimisme étaient les plus élevés chez les entreprises urbaines du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (84,0 %) et celles du secteur des arts, des spectacles et des loisirs (82,4 %), alors que les entreprises urbaines du secteur du transport et de l'entreposage (27,8 %) et celles du secteur du commerce de détail (25,8 %) étaient les moins optimistes quant à leurs perspectives sur 12 mois.

Besoins en matière de bilinguisme chez les employés dans les régions rurales et petites villes du Canada

À l'échelle du Canada, les exigences en matière de bilinguisme français-anglais variaient entre les entreprises dans les RRPV et les entreprises urbaines au cours du quatrième trimestre de 2024. En moyenne, 7,4 % des entreprises dans les RRPV exigeaient que leurs employés soient bilingues, et 4,6 % exigeaient que tous leurs employés respectent cette norme. Les entreprises dans les RRPV du Québec et du Nouveau-Brunswick étaient proportionnellement les plus nombreuses (12,3 % et 12,1 %, respectivement) à exiger que tous leurs employés soient bilingues (français-anglais).

Parmi les entreprises urbaines, en moyenne 8,7 % à l'échelle du Canada exigeaient que leurs employés soient bilingues, et 5,3 % ont dit que tous leurs employés devaient être bilingues. À l'échelle des provinces, 20,9 % des entreprises urbaines du Québec exigent le bilinguisme chez tous leurs employés, suivies de 11,8 % des entreprises urbaines du Nouveau-Brunswick.

Méthodologie

L'Enquête canadienne sur la situation des entreprises repose sur un échantillon aléatoire stratifié d'établissements commerciaux ayant des salariés, classés selon la région géographique, le secteur d'industrie et la taille. Les proportions sont estimées à l'aide de pondérations d'enquête afin que les résultats de l'enquête soient représentatifs de toutes les entreprises comptant des employés au Canada. Les entreprises ont été classées en fonction de leur emplacement géographique. Les entreprises situées dans les régions métropolitaines de recensement ou les agglomérations de recensement ont été classées comme faisant partie de régions urbaines fonctionnelles. Toutes les entreprises situées ailleurs ont été classées comme faisant partie de RRPV. Le plus récent cycle de cette enquête a été mené du 1^{er} octobre au 4 novembre 2024. La taille totale de l'échantillon pour ce cycle de l'enquête est de 20 955 unités, et les résultats sont fondés sur les réponses provenant d'un total de 9 420 entreprises ou organisations.

Bibliographie

Statistique Canada. (2024, 25 novembre). [Enquête canadienne sur la situation des entreprises](#).

Produits connexes

[Situation des entreprises dans les régions rurales et petites villes du Canada : tableau de bord interactif](#)

[Portail de statistiques sur le Canada rural](#)